

ENTRETIEN. Inès Léraud, son enquête sur ce remembrement breton qui a « détruit la société paysanne »

Propos recueillis par Maiwenn Raynaudon-Kerzerho pour Bretons.

Dans cet entretien livré à « Bretons », Inès Léraud autrice du livre « Algues Vertes » revient sur sa nouvelle enquête, dédiée au remembrement des années 50. Cette nouvelle BD « champs de bataille » à paraître s'appuie sur les travaux de Léandre Mandard, historien et fils de paysans, qui revient également sur la question ici.

C'est certainement le bouleversement le plus profond qu'a connu le paysage breton. À partir des années 1950, [le remembrement](#) a poussé à détruire haies et talus, et même à rectifier des rivières, pour agrandir les parcelles au nom de la mécanisation et de la productivité. La Bretagne en a été changée à jamais, y compris dans sa culture et son mode de vie. C'est ce que raconte *Champs de bataille*, la nouvelle BD d'Inès Léraud, autrice du best-seller *Algues vertes*. Une enquête passionnante, à paraître le 20 novembre, qui s'appuie sur les travaux de Léandre Mandard, historien et lui-même fils de paysans.

Lire aussi : [Anne-Claire Pons, directrice de Produit en Bretagne : « tout part de la conscience d'être Breton »](#)

Bretons : Inès Léraud, pourquoi, après avoir travaillé sur les algues vertes, vous êtes-vous intéressée au remembrement ?

Inès Léraud : Quand je me suis installée en Bretagne en 2015, parmi les témoins que j'enregistrais pour mes reportages radiophoniques pour France Culture, l'histoire du remembrement revenait beaucoup. Ayant grandi dans le Maine-et-Loire, puis ayant vécu à Nantes et à Paris, je n'avais jamais entendu ce mot-là. J'ai eu l'impression de découvrir un pan de l'histoire qui paraissait resté vif dans toutes les mémoires en Centre-Bretagne mais qui était inconnu pour les populations non paysannes. Et même si elle était très présente dans la tête des gens, j'avais l'impression que c'était une histoire qui n'avait été écrite nulle part. J'ai commencé ce travail dès la fin de la BD *Algues vertes*, j'ai tout de suite dit à mon éditeur que ça serait le prochain livre. Mais je ne sais pas si j'aurais vraiment réussi si je n'avais pas rencontré Léandre, en 2020.

Car vous, Léandre Mandard, vous préparez une thèse sur l'histoire du remembrement. Qu'entend-on d'ailleurs par ce terme ?

Léandre Mandard : Le remembrement, c'est une politique de modernisation agricole, qui a consisté, à l'échelle d'une commune, en un échange obligatoire et généralisé des parcelles de façon à les agrandir et à les regrouper autour des exploitations. Cela visait essentiellement à adapter le parcellaire au tracteur et à la motorisation. Dans les régions de bocage comme la Bretagne, ça s'est traduit par un bouleversement complet du paysage. Les talus et les haies étaient considérés comme des obstacles à l'utilisation rationnelle du sol par les ingénieurs du génie rural qui encadraient ces opérations largement subventionnées par l'État. Ils ont donc été détruits. La grande période du remembrement, c'est entre les années 1950 et 1980.

Cette politique est menée au nom de la modernisation, de l'amélioration des conditions de vie des paysans ?

L. M. : C'est le récit qui aide à faire passer ces mesures et cette politique. Il présente un seul itinéraire de progrès qui est celui qui profite le plus à l'industrie. Avec cette évolution vient une amélioration concrète des conditions de travail et de vie. Mais ne pas dissocier cette amélioration des conditions de vie de cette trajectoire de modernisation est faire comme si cela avait été la seule voie possible. Pourtant, assez précocement, il y a eu des résistances, des voix discordantes.

I. L. : Ce qui est intéressant, c'est de déconstruire des récits qu'on a acceptés tels quels. Par exemple, on a intégré l'idée qu'après-guerre, et pendant une longue période, la modernisation à marche forcée des fermes était nécessaire pour que la France atteigne son autonomie alimentaire. Alors qu'en réalité, quand on étudie les archives, on découvre que les premières crises de surproduction agricole arrivent dès le début des années 1950. Durant notre enquête, on a rencontré des discours contradictoires. D'abord celui du syndicat agricole majoritaire, qui dit que la France était dans un état déplorable, qu'il fallait sauver les agriculteurs. Et puis, celui d'anciens qui nous disaient : "Certes, on était très pauvres, mais on n'était pas misérables. On ne connaissait pas la misère que certains agriculteurs vivent aujourd'hui". C'était difficile de se situer dans ces discours.

Vous racontez qu'il fallait faire des paysans des capitalistes, des chefs d'entreprise ?

I. L. : Pas vraiment des capitalistes. Le projet était plutôt que l'agriculture, qui était encore un système préservé des intérêts capitalistes, rejoigne le monde capitaliste, que les agriculteurs sortent de l'autosubsistance, de la production locale. Il fallait que l'agriculture serve l'industrie de quatre façons : qu'elle cesse de produire des denrées transformées, comme le beurre, le fromage, pour produire des matières brutes, alimentant les usines. Qu'on diminue très fortement le prix des marchandises agricoles, pour que les consommateurs puissent réserver une grosse partie de leur budget à acheter des produits manufacturés. Qu'on diminue le nombre de paysans pour qu'ils servent de main-d'œuvre dans les usines. Et enfin, que l'agriculture soit consommatrice de produits industriels comme les machines, les engrais, les pesticides...

L. M. : On cherche à développer une mentalité capitaliste chez les agriculteurs. Beaucoup d'entre eux sont en réalité devenus des prolétaires, comme le disait le syndicaliste paysan Bernard Lambert.

Concrètement, comment se passe le remembrement ?

L. M. : La loi de 1941 autorise les préfets à décider du remembrement d'une commune. Mais en général, c'était le conseil municipal qui le demandait. Il suffisait que quelques agriculteurs formulent la demande. Et dès lors que le remembrement est déclaré sur une commune par la préfecture, il devient obligatoire et personne ne peut s'y soustraire. Une machine administrative se met en place, avec une commission communale de remembrement qui est nommée par le préfet.

I. L. : Dans cette commission, il y a, en plus de quelques agriculteurs choisis par la FDSEA, le maire, la DDA (direction départementale de l'agriculture), le cadastre, un juge de paix. Ils regardent la qualité des terres, et ensuite leur attribuent un nombre de points. Puis on donne à

chaque propriété de nouvelles parcelles, censées représenter l'équivalence de l'ancien parcellaire, en nombre de points. Et partout – les archives départementales notamment en regorgent –, on voit des plaintes avec toujours les mêmes reproches : les agriculteurs de la commission communale et leurs amis ont été avantagés au détriment des autres.

Tout ça est très autoritaire, il n'y a aucun recours possible et on envoie même les CRS pour protéger les bulldozers ?

I. L. : Officiellement, il y a des recours possibles. Mais, dans la réalité, la voie judiciaire est un leurre : une infime minorité des agriculteurs obtiendra gain de cause. On a plutôt de nombreux témoins, c'est très triste de découvrir cela dans les archives, qui se battent pendant des années, perdent beaucoup de temps et se ruinent en frais judiciaires, pour rien. En effet, les recours ne sont pas suspensifs, donc les travaux et les échanges de parcelles ont lieu malgré les recours, et il est quasi impossible de revenir en arrière.

L. M. : Ce n'était pas à la portée de tout le monde de maîtriser les codes du droit. C'est assez émouvant de lire les registres de réclamation, on voit l'écriture un peu maladroite de gens qui disent qu'ils refusent car ils sont trop vieux pour aller voir les nouvelles parcelles... Ce sont des arguments qui ne cadrent pas avec les arguments recevables juridiquement.

I. L. : On discriminerait ces personnes en disant que ce sont des opposants systématiques au remembrement, des "anti-progrès", des "arriérés".

Voire que ce sont des fous ? À Trébrivan, un jeune homme qui s'oppose au remembrement sera interné d'office ?

L. M. : Oui, il s'agit de Gildas Le Coënt, interné de force à l'hôpital de Plouguernevel en 1977, parce qu'il défendait le verger de son père qui allait disparaître sous les lames du bulldozer. Il y a eu plusieurs cas d'internement sous contrainte d'opposants.

I. L. : Un de nos personnages est un infirmier psychiatrique du Limousin. Il témoigne avoir rencontré dans l'hôpital où il travaillait beaucoup de personnes autant marquées par la guerre d'Algérie que par le remembrement, traumatisées...

Il y a quand même eu une demande sociale en Bretagne pour le remembrement ?

I. L. : C'est en effet ambivalent. André Pochon (agriculteur et écologiste, ndlr) le dit : "Je ne me souviens pas d'un seul jeune agriculteur qui était contre le remembrement". Après-guerre, il y a une nouvelle génération d'agriculteurs, portée par la Jac (Jeunesse agricole catholique, ndlr), qui, depuis les années 1930, milite pour l'agrandissement des fermes, et perçoit l'exode rural comme une nécessité.

Cette génération croit vraiment dans la modernisation. Ce ne sont pas des éléments de communication, c'est sincère. Il y a une forme d'émancipation de la société rurale qui passerait, selon l'itinéraire proposé par la Jac, par le productivisme.

C'est pour cela que c'est complexe de retracer cette histoire. En fait, beaucoup désiraient le remembrement, ou du moins des changements. Le problème, c'est comment ça a été fait.

Les conséquences de ce remembrement sont nombreuses, et d'abord paysagères. Le paysage qu'on voit aujourd'hui en Bretagne n'a rien à voir avec celui qu'il était après-guerre ?

I. L. : Ça dépend des zones. Par exemple, autour de Trémargat, dans les Côtes-d'Armor, ça n'a pas été remembré, car on considérait que les terres étaient trop pauvres et que ce pays allait de toute façon périr. C'est étonnant, car c'est aujourd'hui un des villages les plus vivants du Centre-Bretagne, les plus inspirants en matière d'agriculture. Il reste donc quelques traces du bocage. Mais il y a des zones qui ont été complètement transfigurées : autour de Loudéac, Lamballe, Pontivy... Le Morbihan est le département le plus remembré, aux trois quarts. À l'échelle de la Bretagne, c'est les deux tiers.

Il y a aussi des conséquences environnementales qui n'avaient pas été anticipées ?

L. M. : La période massive de remembrement en Bretagne va de 1960 à 1975. Le géographe Pierre Flatrès appelle cette période celle de la "table rase". On a remembré de façon massive, l'aménagement a été radical, on a rasé le bocage et on allait jusqu'à rectifier les cours d'eau pour géométriser les parcelles au maximum, pour gagner quelques minutes sur le tracteur.

I. L. : Dès la fin des années 1960, des scientifiques de l'Inra alertent sur le fait que ce bocage régulait le climat, était une réserve de biodiversité et notamment d'une faune prédatrice des rongeurs et insectes qui s'attaquent aux cultures, il permettait d'absorber les surplus d'eau, il empêchait l'érosion de la terre, il avait un rôle de protection du vent...

Il y a aussi des conséquences sociales : c'est la fin d'une société paysanne, avec des conflits très durs qui naissent entre des familles ?

I. L. : Oui. Ça a été une césure d'ordre anthropologique. Tout va changer. L'auto-organisation, cette façon de réfléchir plus collective qu'individuelle, va être transformée.

L. M. : Là où il y a eu du remembrement, en général, il y a eu du conflit. Ça a participé à mettre les gens en concurrence entre eux, à rompre des formes de solidarité paysanne et villageoise. Cela a conduit à l'extinction d'une société paysanne. Le remembrement a été une évolution très brutale. Les parcelles n'avaient plus de nom, mais un numéro...

Vous évoquez plusieurs cas de suicide ?

I. L. : La chercheuse Michèle Salmona a enquêté sur ce que traversent les paysans pris dans des processus de modernisation. Elle met en évidence, à partir des années 1960, un nombre de suicides plus important parmi les paysans que dans le reste de la population à cause de la façon dont cette modernisation est vécue. Avec l'arrivée du crédit, par exemple, qui les préoccupe jusqu'à la perte de sommeil...

Les paysans perdent leur indépendance, par une soumission aux banques via les emprunts, aux coopératives... Ils sont même dépossédés de leurs savoirs, ils ne savent plus comment tenir leur ferme ?

I. L. : On leur donne des formations techniques accélérées, sur des manières d'élever les animaux dont ils n'ont pas l'habitude. Et ils ont l'impression qu'ils ne savent plus faire, devant une vache couchée, un vêlage problématique... Ils font appel sans cesse au vétérinaire.

C'est donc une agriculture plus génératrice de capitaux mais aussi plus dépensière. Le revenu final n'est pas forcément favorable à l'agriculteur... Il faut aussi qu'ils montent de nouveaux bâtiments – c'est le début de l'élevage intensif. Il y a donc énormément de connaissances à acquérir en peu de temps. Et leurs connaissances antérieures n'ont plus de valeur.

Dans cette perte de la culture paysanne, il y a aussi la question des langues. Est-ce une raison pour laquelle les mouvements autonomistes s'emparent de la question du remembrement ?

I. L. : Des personnalités comme Loeiz Ropars vont faire le lien entre remembrement et acculturation, standardisation. On fait perdre sa culture, ses connaissances à un peuple. Ça passe par la perte du nom des parcelles, les connaissances sur les animaux, les terres... Le FLB fait ainsi exploser quelques bulldozers du remembrement.

Le discours dominant aujourd'hui est de dire : Oui, c'est triste, il y a eu des souffrances, mais il fallait y aller. Existait-il des alternatives ?

L. M. : D'autres choses étaient possibles. Cela a été présenté comme le remède nécessaire à l'arriération et à l'archaïsme des structures agricoles de la Bretagne. Mais les contestataires réclamaient par exemple des échanges de terres à l'amiable. Si cela avait été plus progressif, moins rapide, on aurait laissé le temps aux populations concernées de prendre conscience des conséquences, d'ajuster leurs façons de faire. Là, ça a été très rapide, en Bretagne, la grande période du remembrement s'étale sur seulement quinze ans.

Aujourd'hui, il y a des initiatives de reconstruction de talus, de replantage de haies... Y a-t-il un retour en arrière possible ?

I. L. : On donne un exemple dans la BD, d'une communauté de communes qui mène une expérience de reméandrisation des rivières. Les résultats sont spectaculaires, la vie, les poissons reviennent à une vitesse folle, à la minute où l'eau recoule dans son lit naturel. Les expériences de replantation d'arbres peuvent avoir des résultats importants. Mais, en ce moment, les exploitations continuent à s'agrandir, puisque le nombre d'agriculteurs chute toujours. Les arasements de talus sont toujours majoritaires par rapport aux replantations. Ce sont encore des milliers de kilomètres de talus qui disparaissent chaque année. Et reconstruire prend beaucoup plus de temps que de détruire...

Ce livre arrive après Algues vertes, Silence dans les champs... Depuis quelques années, un nouveau récit émerge sur l'histoire agricole bretonne ?

L. M. : Il y a un récit un peu convenu de cette modernisation agricole, qui présente cette modernisation comme l'auto-organisation des agriculteurs qui ont réussi à s'extraire collectivement de l'arriération... C'est un récit forgé par les vainqueurs. Cette histoire a mis de côté l'essentiel de la paysannerie qui a été éjectée de la terre. Il y a besoin de nouveaux récits. Cette success-story, c'est aussi une manière de faire accepter leur sort aux agriculteurs aujourd'hui encore. Alors qu'ils sont, pour une bonne part, les victimes de tout ça.

Ces livres critiques du modèle agricole sont d'ailleurs souvent écrits par des gens issus de ce milieu...

I. L. : Ce que je trouve passionnant, c'est que Nicolas Legendre – auteur de Silence dans les champs, prix Albert-Londres –, Aurélie Olivier – autrice de Mon corps de ferme – ou Léandre sont fils d'éleveurs. Je trouve ça extraordinaire que la critique sorte des enfants d'agriculteurs, de ceux qui ont vécu cette modernisation. Ce n'est pas une critique frontale, séparée du monde paysan. Ces enfants sont dans la compréhension de ce qu'ont vécu leurs parents. Ils élaborent une critique compréhensive. C'est un matériau extraordinaire pour nous réconcilier, par exemple entre écologistes et paysans.

L. M. : La contestation du remembrement a souvent été associée à des écolos des villes qui venaient dire aux paysans ce qu'ils faisaient mal. Alors que la contestation est d'abord paysanne.

On a parfois l'impression que les tensions sont tellement vives que la discussion semble complètement bloquée entre par exemple agriculteurs et écologistes ?

I. L. : On est à une forme de paroxysme de la tension, entre ville et campagne, écologistes et agriculteurs, journalistes et FNSEA... Comme un dialogue de sourds où les volontés de transformation des uns renforcent complètement l'immobilisme des autres... L'issue que je vois est vraiment dans les recherches de Nicolas, Aurélie, Léandre et les autres, celles de personnes qui développent des critiques à mon sens plus entendables parce que davantage en empathie.

L. M. : Ce qui est intéressant dans le fait de retracer l'histoire de l'agriculture, c'est aussi de montrer qu'il y a toujours eu, au sein même du monde agricole, des tensions, des luttes des classes entre différentes fractions de la paysannerie. La politique agricole a donné le pouvoir à une fraction agricole qui a prétendu représenter l'ensemble de la profession.

L. M. : Les alternatives sont là. Beaucoup d'agriculteurs conduisent leur ferme de façon différente et montrent que c'est possible. Ils sont peut-être moins visibles et moins soutenus par les politiques publiques... La priorité est sans doute qu'il faut plus d'agriculteurs, des fermes plus petites, un retour à la terre massif. C'est vraiment cela qui permettra de replanter du bocage, de travailler de façon plus cohérente avec les arbres. Et cela doit passer par un soutien politique à l'installation de jeunes paysans sur des terres plutôt qu'à l'agrandissement des fermes.

```
window.beOpAsyncInit = function() { BeOpSDK.init({ account:
"61d43094e89a1a1f9530cb27" }); BeOpSDK.watch(); };
```

Champs de bataille, Inès Léraud et Pierre Van Hove, Delcourt, 192 p., 23,75 €. Sortie le 20 novembre 2024.

Cet article est issu du nouveau numéro de [Bretons](#), avec supplément Bretons de Rennes, disponible en kiosque et [en ligne](#).

Illustration(s) :

Inès Léraud et Léandre Mandard.

.

Emmanuel Pain